

L'URGENCE INDUSTRIELLE !

GABRIEL COLLETIS



Aucun pays ne peut se développer ou même rester un pays avancé sans base productive. C'est pour l'avoir ignoré que certains pays s'enfoncent aujourd'hui dans le chaos et que d'autres, dont la France, risquent d'être entraînés sur la pente du déclin. Les pertes d'emploi et la disparition de pans entiers de l'industrie ne concernent pas seulement certains secteurs ou certains bassins d'emploi. Elles ont des effets dévastateurs sur l'économie dans son ensemble, hypothéquant son avenir et celui des générations futures. Ce faisant, elles mettent en péril la démocratie.

La longue érosion de l'industrie française s'explique par l'extraversion puis la financiarisation des grands groupes dont le destin ne coïncide plus avec celui de l'économie française. L'État, qui a soutenu la constitution de ces groupes, reste lié à eux. Il n'est plus, par conséquent, en mesure d'être le porteur d'un projet de développement. En contrepoint de ces évolutions négatives, une grande constante demeure : le mépris du travail et des compétences.

Les voies du nécessaire renouveau existent cependant et peuvent conduire à l'élaboration d'un nouveau projet. L'auteur les explore dans ce livre en précisant l'enjeu central : développer des productions socialement utiles tout en préservant la nature. Plutôt que d'attendre passivement que, de façon improbable, les États se mettent du côté de la démocratie, que des partis ou de la classe politique naisse spontanément un nouveau projet, il convient que la société des citoyens – le demos – s'autorise à quitter la seule sphère privée, et investisse de façon permanente l'administration économique et politique du système.

Changer de paradigme, renouer les liens entre industrie, travail et démocratie, au final, constituent un processus long, mais aussi une tâche urgente. Raison de plus pour l'engager sans attendre !

GABRIEL COLLETIS est Professeur d'Économie à l'Université de Toulouse 1. Il a été Conseiller scientifique du Commissariat Général du Plan. Il a publié plusieurs articles et ouvrages sur l'industrie dont *La France Industrielle en question* (coord.), La Documentation Française (2006). Son dernier livre *Les nouveaux horizons du capitalisme* (coord.) a été publié par Economica en 2008.

Coll. Retour à l'économie politique
dirigée par Edwin Le Héron

Genre : essai

Format : 13 x 20 — 200 pages

ISBN : 978-2-35687-161-9

Prix de vente public : 18 €

Contacts

Tél. 05.56.20.19.21

Fax 05.56.20.76.33

contact@editionsbdl.com

www.editionsbdl.com

Présentation de l'ouvrage

L'urgence industrielle!

Gabriel Colletis

Le plan de l'ouvrage

Le plan que nous suivons dans cet ouvrage se présente en quatre chapitres.

Le premier chapitre, intitulé « Industrie et prospérité des nations », a pour objet d'expliquer *pourquoi l'industrie est importante*. En d'autres termes, il explore les raisons qui font que la « richesse des nations » dépend du développement de leurs capacités productives et de leur industrie en particulier.

Le deuxième chapitre explique les *raisons du déclin* de l'industrie. Ce chapitre constitue une sorte de « diagnostic » des maux dont l'industrie a souffert. Ce diagnostic est très éloigné des raisons habituellement invoquées pour rendre compte du repli des activités productives sur le territoire national.

Les *voies du renouveau de l'industrie* sont proposées dans le troisième chapitre de l'ouvrage. L'identification de ces voies entretient, de façon logique, un lien très fort avec l'analyse que nous proposons des raisons du déclin de l'industrie.

Le quatrième chapitre décline la question des *moyens de ce renouveau industriel* et fait le lien avec les questions centrales du progrès social et de la démocratie.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
INDUSTRIE ET DÉMOCRATIE, DEUX ENJEUX ESSENTIELS ET INSÉPARABLES POUR SORTIR DE LA CRISE ACTUELLE	
CHAPITRE I	13
INDUSTRIE ET PROSPÉRITÉ DES NATIONS	
<i>Deux facteurs susceptibles de produire un changement de perspective</i>	15
<i>Une réalité industrielle loin de certaines images et idées préconçues</i>	18
<i>Le mythe d'une société de services</i>	20
<i>L'industrie redécouverte</i>	22
<i>Des contextes nationaux différents</i>	26
CHAPITRE II	39
LES CAUSES DU DÉCLIN INDUSTRIEL	
<i>Les conséquences d'une croissance affaiblie et de gains de productivité qui érodent l'emploi industriel</i>	40
<i>Destin des groupes et devenir des nations : un divorce définitif pour les groupes français ?</i>	42
<i>Une financiarisation des stratégies au dépend des investissements et des salaires</i>	65
<i>Une conception dépassée du travail</i>	72
<i>Des politiques publiques inadaptées</i>	88
CHAPITRE III	111
LES VOIES DU RENOUVEAU DE L'INDUSTRIE	
<i>Le travail comme articulation du progrès social, de la démocratie et du développement</i>	112
<i>Renouer l'économique et le social par une nouvelle conception du travail</i>	119
<i>Développer les productions socialement utiles tout en préservant la nature</i>	124
<i>Ancrer les activités dans les territoires</i>	128
CHAPITRE IV	135
LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE AU CŒUR D'UN NOUVEAU PROJET DE DÉVELOPPEMENT	
<i>Le progrès social dépend de la démocratie et du développement des activités productives</i>	136
<i>Ferrol non auro (replacer la finance au service du développement)</i>	142
<i>Refonder l'entreprise</i>	144
<i>Le temps long de l'industrie et la réduction des inégalités</i>	147
<i>Une autre politique industrielle</i>	154
CONCLUSION GÉNÉRALE	181
AGIR POUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME, EN FRANCE COMME AILLEURS	





Chapitre 1

Les points clés du chapitre...

Aucun pays ne peut se développer ou rester un pays avancé sans base productive. C'est pour l'avoir ignoré que certains pays s'enfoncent aujourd'hui dans le chaos et que d'autres, dont la France, risquent d'être entraînés sur la pente du déclin.

Si le lien entre l'industrie et la prospérité des nations semble aujourd'hui mieux perçu, un changement de perspective concernant *le sens* des activités industrielles est désormais nécessaire et pourrait être favorisé par deux facteurs.

Le premier facteur est l'impossibilité de maintenir des activités industrielles en les enfermant dans des stratégies centrées sur la productivité du travail et la seule maîtrise des coûts. La pression concurrentielle des pays émergents est d'ores et déjà très forte et le « rempart » de la productivité ne protège plus les pays développés. Le second facteur susceptible de produire un changement de perspective concernant le sens des activités industrielles est qu'il n'est plus possible d'envisager un partage géographique et organisationnel du monde par lequel les activités de conception resteraient globalement dans les pays du « centre » alors que les activités de production seraient – sauf rares exceptions – transférées vers les pays de la périphérie. Une telle séparation n'est pas ou n'est plus viable.

De puissantes inerties s'opposent cependant à un changement de regard sur le rôle et le sens des activités industrielles. En particulier, des images préconçues ou datant d'une autre époque de la « réalité » de l'activité industrielle restent prégnantes. Surtout, le mythe d'une société de services est loin d'être totalement dissipé. Or la frontière entre l'industrie et les services, non seulement est poreuse, mais ne rend pas compte de la complémentarité entre les deux secteurs. Une proportion élevée des salariés du secteur des services aux entreprises travaille, en effet, pour l'industrie. Plus globalement, la notion de « système productif » combinant les activités industrielles et celles relevant des services travaillant pour l'industrie présente de grands avantages et permet d'éviter les fausses oppositions.

Au-delà de traits communs, les contextes nationaux ont une influence considérable sur les trajectoires industrielles. Deux illustrations sont proposées de pays ayant « misé » sur leurs activités industrielles : celle de l'Allemagne et celle de la Chine. L'exemple allemand est particulièrement intéressant à analyser car la prospérité de long terme de ce pays s'est construite sur le développement d'une base productive puissante et des équilibres subtils entre les sphères économique et sociale. La Chine offre une illustration d'un pays dont la croissance industrielle très forte repose sur une combinaison de différentes stratégies : faiblesse relative des coûts de production, dynamisme du marché, développement du niveau technologique à la fois par achat de technologies et par investissement autonome. Pour autant, de la même manière que le « modèle » allemand est susceptible d'être fragilisé par une remise en cause des formes de démocratie salariale existant dans ce pays et par une aggravation des inégalités, la Chine ne pourra développer sur le long terme son industrie et ses activités productives sans inventer des formes originales de démocratie salariale.



Chapitre 2

Les points clés du chapitre...

Deux facteurs ont produit un effet négatif sur l'activité et les emplois industriels : la faiblesse de la croissance et des gains de productivité. C'est cependant la faiblesse de la croissance économique qui aura produit les effets pervers ou négatifs les plus significatifs sur le potentiel industriel. Ce constat souligne le mauvais fondement de nombre de choix macro-économiques opérés depuis près de trente ans à présent dans un pays comme la France, à commencer par les politiques dites d'austérité ou de rigueur.

L'internationalisation puis l'extraversion des grands groupes, la financiarisation des stratégies constituent des causes essentielles du déclin de l'industrie française. Avec un effectif majoritairement hors France, une production largement internationalisée (les implantations d'entreprises françaises à l'étranger représentant davantage que les exportations), des investissements directs à l'étranger dépassant en valeur absolue ceux de leurs homologues allemands et un capital très ouvert, les groupes français ont largement remis en question leur nationalité, et ce, désormais, au détriment de l'économie française. Prenant prétexte de leur compétitivité, les groupes français ont détruit des centaines de milliers d'emplois, ont délocalisé des pans entiers de l'appareil industriel et ont anémié le tissu productif national. L'objectif principal visé réellement par les groupes français était cependant non pas tant leur compétitivité que leur rentabilité. C'est ce que démontre, *a contrario*, le renforcement des groupes allemands sur leur territoire national. L'exemple de l'automobile est ici particulièrement illustratif. En dépit de coûts salariaux nettement supérieurs à ceux des pays de délocalisation, les groupes allemands (tout en délocalisant la fabrication de certains modèles) ont *accru* leur production en Allemagne. Les groupes français, pour leur part, ont très fortement *contracté* la leur en France et ont très massivement délocalisé (Espagne, Portugal puis Turquie, Roumanie, etc.).

Une détermination excessive à vouloir faire baisser les coûts salariaux allant de pair avec le mépris de la compétence des salariés constituent une autre cause du déclin industriel. Le mépris des compétences s'exprime de multiples manières mais se mesure par un déficit de création d'emplois de qualification intermédiaire et un financement contraint de la formation professionnelle. La négligence des compétences converge avec un effort insuffisant d'innovation ainsi qu'en matière de recherche et développement (en dépit de financements publics considérables). Si la responsabilité des grands groupes est donc déterminante dans la désindustrialisation de la France et dans le retard de son engagement dans une économie de la connaissance, celle de l'État ne doit cependant pas être négligée.

L'inadaptation des politiques publiques revêt plusieurs dimensions. L'État, en continuant d'être sous forte influence des grands groupes et de protéger prioritairement leurs intérêts, a pris le risque considérable de ne pas ou de ne plus être le porteur d'un projet national de développement. Par ailleurs, le soutien de ces groupes a procédé d'une vision de l'industrie considérée, non comme un *système global* (marqué par la densité des interrelations entre firmes, voire entre firmes et d'autres institutions comme les universités, les laboratoires de recherche), mais comme une *simple somme* d'entreprises. La politique industrielle française, contrairement à la politique industrielle allemande, n'aura jamais cherché à prendre en compte les interdépendances entre secteurs au sein de ce qui peut être considéré comme un système productif.

L'inadaptation des politiques publiques s'exprime également dans une conception du travail renforçant une représentation de celui-ci en termes de coût (cf. *supra*). Par le jeu des exonérations de « charges » sociales sur les bas salaires, les politiques publiques ont contribué à enfermer les stratégies dans une perspective de compétitivité par les prix alors qu'il aurait convenu d'orienter ces stratégies vers une compétitivité hors prix fondée sur la qualité et la différenciation des produits. Enfin, dans la période la plus récente, les politiques publiques ont soutenu de nouvelles illusions (après celle de la « nouvelle économie » supposée tirée par les nouvelles technologies) en prônant une « croissance verte » dont il y a lieu de penser qu'elle ne va pas susciter en masse de nouveaux métiers, mais va essentiellement contribuer à faire évoluer les emplois existants voire traditionnels.



Chapitre 3

Les points clés du chapitre...

Un changement de perspective concernant le travail, la reconnaissance des compétences des travailleurs, le développement de productions socialement utiles et préservant la nature, et l'ancrage des activités dans les territoires constituent les voies principales du nouveau industriel.

C'est par le travail qu'ont été, dans le passé, articulés le progrès social et le développement économique. Si la régulation financière du capitalisme est assurément une nécessité, cette régulation ne peut se substituer ou primer sur la nécessité de trouver les éléments du compromis fondamental entre capital et travail. Ce compromis peut et doit se fonder autour de la question des compétences des travailleurs et de la reconnaissance de celles-ci. La reconnaissance des compétences n'intéresse pas seulement les salariés, et tous ceux qui travaillent en général, elle concerne la capacité des entreprises dans les pays développés à produire un avantage de différenciation autre que celui, illusoire, de coûts qui seraient moindres. Elle concerne la nation tout entière qui devra effectuer un effort d'éducation et de formation sans précédent dès lors que celle-ci s'engagera sur la voie d'un nouveau projet de développement centré sur les connaissances et les compétences.

Cependant, le développement industriel et celui des activités productives n'ont de sens pour l'activité humaine que s'ils préservent la nature. Il s'agit de développer toutes les productions correspondant à des besoins sociaux tout en allégeant le poids des activités humaines sur la nature et en évitant des prises de risque susceptibles de produire des désastres écologiques. Un tel développement impose parfois des dépenses en capital plus élevées mais, surtout, exige un travail nettement plus qualifié, la mise en œuvre de compétences nettement supérieures à celles mobilisées par une production de masse fondée sur des gains de productivité.

Au-delà des circuits courts ou de proximité qui pourraient être partout développés pour réduire l'empreinte écologique et protéger ainsi la nature, l'ancrage durable des activités dans les territoires constitue une voie importante du nouveau industriel. Alors que les choix de localisation reposent principalement sur des comparaisons de coûts, ceux qui sont opérés sur la base d'une offre de spécificité des territoires sont plus durables. Les territoires qui sauront proposer, en les identifiant et en les organisant en réseau, les compétences complémentaires dont les entreprises ont besoin, sauront préserver l'ancrage des firmes concernées, et cela bien mieux qu'en se lançant dans une concurrence par les coûts.



Chapitre 4

Les points clés du chapitre...

Face à l'envahissement de nos sociétés par la finance et au recul concomitant de la démocratie, la grande erreur de la plupart des économistes voulant sortir de l'emprise du capitalisme financiarisé a été de penser que la tâche prioritaire était d'imaginer de nouvelles régulations financières.

Notre point de vue est opposé : la crise est économique et sociale avant d'être financière. Elle résulte très largement de l'affaiblissement de l'outil industriel et des capacités productives nationales. Cet affaiblissement exprime à la fois les choix opérés par les grands groupes au détriment de la base industrielle nationale et ceux des États continuant de concevoir leur politique afin de soutenir ces groupes alors que les intérêts de ceux-ci et ceux des nations sont désormais très largement disjoints. Une réappropriation de l'État ainsi qu'un nouveau compromis social entre capital et travail sont aujourd'hui indispensables. Ce compromis doit être élaboré dans la perspective d'une reconnaissance de l'entreprise comme objet distinct de celui de la société qui détient son capital.

Le temps long est le dénominateur transversal et intime de la vaste alliance qui peut s'opposer à une finance dont les normes – toutes orientées par la négation du temps – assiègent la société. Notre perspective s'inscrit en convergence avec un nouvel « éloge de la lenteur ». Contre le temps immédiat d'une finance prédatrice, il s'agit de promouvoir différentes temporalités redonnant du temps au temps. Temps du développement durable qui est celui de la nature et celui de la construction des cultures des hommes (civilisations). Temps de la requalification des emplois et de la formation de compétences redéployables pour favoriser le développement des activités productives et réduire les inégalités. Temps long des relations humaines, de la culture, de la science. Temps long de l'industrie et des apprentissages industriels.

Une autre politique industrielle est aujourd'hui nécessaire dont les trois axes sont : 1) celui de reconnaissance du travail et des compétences au cœur de stratégies orientées vers l'innovation et la production de biens et services utiles et à forte valeur ajoutée ; 2) le souci de préserver la nature par l'encouragement d'activités consommant moins d'énergie et de ressources naturelles ; 3) l'ancrage territorial des activités. Ces trois axes se situent tous sur le temps long et suggèrent une politique industrielle située dans la durée tant dans la définition de ses missions que celle de ses objectifs et de ses engagements.

Après avoir examiné la question de l'éventuel choix de secteurs ou d'activités à soutenir, une réflexion sur les possibles et nécessaires protections clôt ce chapitre. Si nous estimons que le protectionnisme est nécessaire, celui-ci ne peut cependant à lui seul tenir lieu de projet d'ensemble. La thèse que nous défendons est que le protectionnisme est un *moyen* de projet de développement dont *l'intention est politique*. Ce dont la France et l'Europe ont besoin, c'est d'un changement de paradigme, lequel ne pourra se produire que si les peuples citoyens prennent leurs affaires en main. Les forces sociales en France et ailleurs devront militer activement en faveur d'une *réorientation progressive mais néanmoins soutenue du projet politique des institutions européennes et nationales dans un sens qui serait celui d'un développement des activités productives. Ces activités devront répondre à deux critères : répondre aux besoins de la société dans son ensemble, respecter la nature.*